

République française

Au nom du peuple français

FR/LW

MINUTE N° 12/0197

Copie exécutoire à :

- SCP CAHN G./CAHN T./BORGHI

- Me Pierre Luc WETTERER

- Me Thomas WETTERER

Le 26/03/2012

Le greffier

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

COUR D'APPEL DE COLMAR

TROISIEME CHAMBRE CIVILE - SECTION A

ARRET DU 26 Mars 2012

Numéro d'inscription au répertoire général : 3 A 11/02302

Décision déferée à la cour : jugement rendu le 29 mars 2011 par le tribunal d'instance de GUEBWILLER

APPELANTE :

SA Fournisseur X

ayant son siège social [...]

Représentée par la SCP CAHN G./CAHN T./BORGHI (avocats à la cour)

Avocat plaidant : Me Grégoire NIANGO (avocat au barreau de NANCY)

INTIMÉE ET APPELANTE INCIDENTE :

SAS A.C.

ayant son siège social [...]

Représentée par Me Pierre Luc WETTERER (avocat au barreau de COLMAR)

INTIMEE :

SA Distributeur A

ayant son siège social [...]

Représentée par Me Thomas WETTERER (avocat au barreau de MULHOUSE)

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 30 janvier 2012, en audience publique, devant la cour composée de :

Mme RASTEGAR, président de chambre

Mme MITTELBERGER, conseiller

Mme SCHNEIDER, conseiller

qui en ont délibéré.

Greffier lors des débats : M. UTTARD

ARRET :

- contradictoire

- prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

- signé par Mme F. RASTEGAR, président et M. Christian UTTARD, greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Vu le rapport ;

La SAS A.C. est abonnée auprès de la SA Fournisseur X pour sa fourniture d'électricité en vertu d'un contrat E. A la suite d'une panne du compteur, la consommation d'électricité n'a pas été enregistrée pour les mois de décembre 2008 et janvier 2009. La SA Fournisseur X a établi deux factures de 2 981,21 euros et 3 144 euros en se basant sur la consommation de l'année précédente.

Le 20 novembre 2009 la SAS A.C. a saisi le tribunal d'instance de Guebwiller d'une demande tendant au paiement par la SA Fournisseur X de la somme de 6 125,21 euros avec les intérêts au taux légal à compter du 30 août 2008 et 1 000 euros au titre de dommages et intérêts.

La SA Fournisseur X a appelé en garantie la SA Distributeur A.

Par jugement rendu le 29 mars 2011, le tribunal a condamné la SA Fournisseur X au paiement de 6 125,21 euros, a rejeté la demande de dommages et intérêts de la SAS A.C. et son appel en garantie dirigé contre de la SA Distributeur A.

La SA Fournisseur X a interjeté appel de cette décision par déclaration remise au greffe de la cour le 29 avril 2011.

Vu l'article 455 du code de procédure civile ;

Vu les conclusions récapitulatives de l'appelante, déposées le 16 décembre 2011, tendant à l'infirmer du jugement déféré, au rejet de la demande de la SAS A.C., à titre subsidiaire à la condamnation de la SA Distributeur A à la garantie de toute condamnation pouvant être prononcée contre elle et à l'octroi de 3 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile à la charge de la SAS A.C. et de la SA Distributeur A ;

Vu les conclusions de la SAS A.C., intimée et appelante incidente, déposées le 05 janvier 2011, tendant à la condamnation de la SA Fournisseur X au paiement de 6 125,21 euros avec les intérêts au taux légal à compter du 30 août 2009, 3 000 euros à titre de dommages et intérêts et 3 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

Vu les conclusions de la SA Distributeur A, intimée, déposées le 29 septembre 2011, tendant à la confirmation du jugement déféré et à l'octroi de 1 200 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

Vu la procédure et les pièces versées aux débats ;

Il est constant qu'aucune consommation n'a pu être relevée pour les mois de décembre 2008 et janvier 2009.

Si le fournisseur d'énergie a l'obligation de fournir un compteur en bon état de fonctionnement, les conditions générales du contrat E que la SAS A.C. ne conteste pas avoir acceptées prévoient qu'en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux des appareils de mesure, la consommation est calculée en prenant comme base la moyenne journalière du mois correspondant de l'année précédente...'. Ces conditions s'imposent aux parties.

Les factures complémentaires établies par la SAS Fournisseur X au mois d'août 2009 reprennent les consommations des mois de décembre 2007 et janvier 2008, les factures correspondant à ces derniers mois sont produites par l'appelante.

La SAS A.C. justifie d'une diminution des heures travaillées pour le mois de janvier 2009 mais pas d'une baisse d'activité au cours du mois de décembre 2008.

L'état des dotations aux amortissements pour l'année 2008 mentionne de nombreuses cessions ou mises hors service d'appareils mais il ne peut attester que la consommation d'énergie a diminué.

Les factures émises au mois de mars 2009 et au mois d'avril 2009 font état de consommations similaires à celles des factures litigieuses en dépit de nombreuses cessions ou mises hors service.

Dès lors que la SAS A.C. ne démontre pas une baisse d'électricité entraînant une baisse de consommation pour le mois de décembre 2008 et alors qu'elle ne conteste pas que l'entreprise a consommé de l'électricité pour ce mois, la facture de 2 981,21 euros est due et la SAS A.C. ne peut en réclamer le remboursement.

En ce qui concerne le mois de janvier 2009, elle justifie d'un nombre d'heures travaillées en diminution par rapport au mois de janvier 2008 : 527,25 au lieu de 935,2 heures. Il convient de diminuer la facture en fonction de cet élément, soit : $3\,144 / 935,2 \times 577,25 = 1\,940,62$

euros. Le montant dû pour les deux mois est de $2\,981,21 + 1\,940,62 = 4\,921,83$ euros. Le trop versé s'élève à $6\,125,21 - 4\,921,83 = 1\,203,38$ euros. La SAS Fournisseur X sera condamnée au paiement de cette somme avec les intérêts au taux légal à compter du 03 décembre 2009, date de la demande.

La SAS A.C. ne justifie pas du préjudice dont elle sollicite la réparation. Sa demande de dommages et intérêts a été à bon droit rejetée par le tribunal.

La SA Distributeur A a eu en charge l'activité de comptage et fournit à la SA Fournisseur X les informations nécessaires à la facturation.

La SA Fournisseur X ne peut prétendre à la garantie de la SA Distributeur A que si une faute peut être imputée à cette dernière, or la détérioration du compteur n'est pas de son fait et l'absence d'informations sur la consommation réelle n'a pas empêché l'application des dispositions contractuelles même si une facture est minorée.

Le jugement déféré sera confirmé sur ce point.

La SAS A.C. et la SA Fournisseur X succombant en partie, conservent leurs propres dépens des deux instances, ceux de l'intervention forcée de la SA Distributeur A en première instance restant à la charge de la SA Fournisseur X.

Il est équitable d'allouer à la SA Distributeur A la somme de 1 200 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile à la charge de la SA Fournisseur X.

PAR CES MOTIFS

DÉCLARE l'appel incident mal fondé et le rejette ;

DÉCLARE l'appel principal partiellement fondé ;

CONFIRME le jugement déféré en ce qui concerne la garantie de la SA Distributeur A et la demande de dommages et intérêts de la SAS A.C. ;

L'INFIRME pour le surplus ;

Et, statuant à nouveau,

CONDAMNE la SA Fournisseur X à payer à la SAS A.C. la somme de 1 203,17 euros (mille deux cent trois euros et dix sept centimes) avec les intérêts au taux légal à compter du 03 décembre 2009 ;

CONDAMNE la SA Fournisseur X et la SAS A.C. à leurs propres dépens des deux instances ;

CONDAMNE la SA Fournisseur X aux dépens résultant de l'intervention forcée de la SA Distributeur A ;

La CONDAMNE à payer à la SA Distributeur A la somme de 1 200 euros (mille deux cents euros) au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Le greffier Le président